



Acte certifié exécutoire

Envoyé : 01/04/2015

Réception par le préfet : 01/04/2015

Publication : 01/04/2015

Le Maire, Daniel FIDELIN

Département de la  
Seine-Maritime

Arrondissement du  
HAVRE

Le 30 Mars 2015

Question n° 23

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

|  |           |
|--|-----------|
| Nombre de Conseillers d'après la Loi ..... | <b>33</b> |
| Nombre de Conseillers en exercice .....    | <b>33</b> |
| Nombre de Conseillers présents .....       | <b>30</b> |
| Nombre de Pouvoirs .....                   | <b>3</b>  |
| Nombre de Votants .....                    | <b>33</b> |

Extrait de la délibération affiché le 31 Mars 2015

L'an deux mille quinze, à dix huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 Mars 2015, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Frédéric PATROIS, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusées ayant donné pouvoir :

Marie-Christine BASSET (Pouvoir à Virginie LAMBERT), Marie-Paule DESHAYES (Pouvoir à Nicole LANGLOIS), Sophie CAPELLE (Pouvoir à Valérie LEDOUX).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

# REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 MARS 2015

QUESTION : n° 23

1-5

OBJET : Marché à bons de commande de produits d'entretien – Protocole transactionnel – Signature – Autorisation

RAPPORTEUR : Monsieur Dominique THINNES

En 2007, un marché à bons de commande pour l'achat de produits d'entretien, a été attribué à la société GERMINY Sarl qui a sous-traité une partie de son contrat à la société ANPS (HYNOS).

Ce marché, signé pour une durée maximale de 4 ans, achevé le 31 décembre 2010, comportait un montant minimum HT annuel de commande à atteindre de 30 000 € (sauf la 1ère année 20 000 € au prorata de la durée effective du contrat jusqu'au 31 décembre).

Au terme de ces quatre années, M. de Germiny a constaté que les commandes annuelles réalisées par le service Entretien de la Ville n'avaient pas atteint le minimum prévu au contrat. Ce qui dans ce cas lui octroie une indemnisation.

Montant total des commandes réalisées :

- 2007 : 7 708, 61 €HT, soit un écart de 12 291,39 €HT
- 2008 : 13 054,97 €HT, soit un écart de 16 945,03 €HT
- 2009 : 14 511,30 €HT, soit un écart de 15 488,70 €HT
- 2010 : 18 950,61 €HT, soit un écart de 11 049,39 €HT

En 2013, l'entreprise GERMINY a présenté à la Ville un premier montant de 16.732,33 € HT, sans y apporter de justificatif, représentant l'indemnisation du préjudice subi du fait de l'insuffisance des commandes, c'est-à-dire la perte de la marge bénéficiaire que la société aurait dû réaliser si le minimum de commande avait été atteint.

En 2014, un second montant de 21.473,77 €HT a été donné par l'entreprise GERMINY appuyé par des pièces justificatives. Néanmoins, aucun justificatif concernant l'entreprise HYNOS (sous-traitant) n'est fourni puisque cette entreprise a été radiée le 8 février 2012, l'entreprise GERMINY appliquant de façon aléatoire son propre taux de marge perdue sur les prix de son sous-traitant.

Après examen des éléments fournis, compte-tenu de l'écart important des deux indemnités avancées par la société GERMINY, d'une part, et du fait de la disparition du sous-traitant, d'autre part, une transaction a été proposée à la société GERMINY, dans le respect des règles juridiques qui sont imposées par le Code des Marchés publics et afin de préserver les intérêts de la Ville.

L'entreprise GERMINY a accepté le montant de la transaction fixant le montant de l'indemnité à 16 732,33 €HT.

Je vous demande d'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole valant transaction avec M. Arnaud DE GERMINY, représentant la société GERMINY SARL, aux termes duquel la Ville de Montivilliers s'engage à lui verser la somme de 16.732,33 € HT. En contrepartie, la société GERMINY SARL reconnaît avoir été intégralement indemnisée et renonce à toutes instances et actions.

Imputation budgétaire : 678-01 : *budget principal*

***Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.***

***Ainsi délibéré, les jour, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

Le Maire,